

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 960^e
SÉANCE**

Vendredi 15 octobre 1965,
à 15 h 5

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Déclarations générales (suite)..... 45

Président: M. Pierre FORTHOMME
(Belgique).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. BLUSZTAJN (Pologne) tient tout d'abord à exprimer sa satisfaction que l'ONU se soit enfin dotée, par la constitution de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, d'un instrument permettant d'envisager les problèmes du commerce mondial du point de vue de la croissance économique. La Conférence a sonné le glas de la vieille doctrine fondée sur le principe de la stricte égalité de traitement des pays dans les échanges internationaux et sur le libre jeu des mécanismes du marché mondial, doctrine qui, en pratique, profitait aux pays économiquement avancés aux dépens des pays moins développés.

2. Maintenant que ses organes sont mis en place, il faut que la Conférence règle au plus vite les problèmes administratifs en suspens et aborde une action pratique visant à fonder les relations économiques internationales sur une politique commerciale conforme à une division rationnelle du travail et susceptible de contribuer à l'expansion économique et au bien-être de tous. Les principes recommandés par la Conférence devraient constituer la base de cette politique et devenir un nouveau code des relations économiques internationales. Malheureusement, ces principes n'ont, pour la plupart, été approuvés que par les pays en voie de développement et les pays socialistes, et il faut mettre sur pied une procédure permettant d'aboutir à l'élaboration de principes qui puissent être universellement acceptés. Peut-être pourrait-on reprendre tout d'abord la discussion des principes les moins contestés puis, une fois l'accord réalisé, passer aux autres.

3. Selon la délégation polonaise, la Conférence doit accorder toute l'attention qu'elle mérite à la question de la place qu'il convient de faire, sur le marché mondial, aux articles manufacturés des pays en voie d'industrialisation. C'est un problème de grande ampleur qui n'intéresse pas exclusivement ces pays. Il n'est sans doute pas possible de trouver des solutions universelles: l'octroi de préférences est une solution possible et il faudra en trouver d'autres, compte tenu des situations concrètes.

4. Il n'est pas de domaine où le besoin de conjurer l'action des forces anarchiques du marché se fasse

sentir davantage que dans celui des produits de base. La délégation polonaise, tout en attachant beaucoup d'importance à l'élaboration et à l'adoption d'un accord général sur les produits de base, croit que ce n'est que par la conclusion d'accords sur les différents produits de base que le marché mondial de ces produits peut être organisé. Bien entendu, il faut commencer par les produits dont la situation sur le marché est particulièrement précaire.

5. L'une des principales tâches de la Conférence doit être de favoriser l'expansion des échanges entre tous les pays, compte tenu des différences de leur régime politique et économique et de leur degré de développement. Le commerce Est-Ouest offre, à cet égard, des possibilités que le représentant de la France a fort bien exposées (956^e séance). Convaincue que les progrès techniques et scientifiques accomplis par les pays socialistes et les pays capitalistes hautement développés peuvent contribuer à étendre les échanges commerciaux entre ces pays et que ces échanges peuvent, à leur tour, contribuer à accroître le volume du commerce entre les pays socialistes et les pays en voie de développement, aboutissant ainsi à une véritable multilatéralisation des échanges et à une meilleure division internationale du travail, la Pologne est prête à participer, au sein de l'ONU ou ailleurs, à l'élaboration des modalités et principes qui devraient régir le commerce entre l'Est et l'Ouest.

6. Se tournant vers le problème de la réforme du Conseil économique et social, M. Blusztajn souligne que depuis longtemps cet organe ne remplit pas ses fonctions statutaires, surtout en matière de coordination: les institutions spécialisées jouissent d'une pleine autonomie et les rapports que ces institutions, ainsi que les commissions techniques et les commissions économiques régionales, soumettent au Conseil sont si techniques que celui-ci ne peut adopter à leur sujet que des résolutions trop générales pour être réellement utiles. La délégation polonaise estime que le Conseil devrait retrouver la fonction initiale que la Charte des Nations Unies lui a assignée, à savoir l'élaboration d'une politique économique générale pour l'ONU et les institutions qui lui sont reliées. Il pourrait ainsi affirmer son autorité vis-à-vis des institutions spécialisées et, au lieu d'exercer sur ses commissions un contrôle qui ne peut être que trop général et peu efficace, il pourrait concentrer son attention sur des problèmes fondamentaux comme les relations entre l'industrialisation et le développement agricole, l'utilisation des ressources nationales pour l'accélération du développement économique des pays en voie de développement et bien d'autres problèmes.

7. En ce qui concerne l'industrialisation, qui est la clef du problème économique des pays en voie de

développement, la délégation polonaise estime que les activités de l'ONU dans ce domaine gagneraient en efficacité si elles étaient concentrées sur un nombre limité d'objectifs, pour être ensuite progressivement étendues en fonction des moyens disponibles. Elle pense également qu'il faut trouver le moyen de mettre pleinement à profit les connaissances techniques et l'expérience accumulées jusqu'ici, notamment par les pays qui, comme la Pologne, se sont industrialisés assez récemment et grâce, en grande partie, à leurs ressources nationales. Le Secrétariat gagnerait sans doute à établir des relations étroites avec les institutions publiques et scientifiques chargées dans les divers pays des questions d'industrialisation.

8. Ce domaine est étroitement lié à celui de l'exploitation des ressources naturelles. L'Assemblée générale a déjà reconnu, dans sa résolution 1803 (XVII), adoptée au cours de la dix-septième session, le droit souverain de chaque pays à disposer librement de ses ressources nationales aux fins de son développement; il faut maintenant s'efforcer de mettre ce principe en pratique en aidant les pays en voie de développement à exploiter eux-mêmes leurs ressources naturelles. Il faudrait aussi élaborer de nouvelles normes internationales destinées à renforcer le contrôle que ces pays peuvent exercer sur leurs ressources exploitées par des entreprises étrangères, et qui devraient notamment prévoir la participation du pays à la gestion de l'entreprise et à ses bénéfices, ainsi que l'obligation pour l'entreprise de former des cadres nationaux. Les organisations nationales et internationales créées par les pays en voie de développement pour commercialiser leurs ressources nationales peuvent jouer un rôle important dans ce domaine et leur action mérite d'être encouragée.

9. M. SUMULONG (Philippines) souligne que le bilan de la première moitié de la Décennie des Nations Unies pour le développement est profondément décevant pour les pays sous-développés dont le retard par rapport au reste du monde s'est encore accentué, surtout si l'on établit la comparaison sur la base du produit national brut par habitant. Ces pays viennent pour la plupart d'accéder à l'indépendance; mais on peut se demander à quoi leur servira cette liberté politique s'ils ne peuvent se libérer de la misère économique et de l'injustice sociale. Le taux de croissance économique a été inférieur à l'objectif de 5 p. 100 fixé pour la Décennie; il a même été inférieur au taux enregistré pour la deuxième moitié de la décennie précédente. Dans le domaine commercial, le tableau est aussi sombre: la part des pays pauvres dans le commerce mondial a même diminué au cours des premières années de la Décennie. Ce même recul a été observé pour la production agricole et la production de denrées alimentaires; d'où la nécessité pour ces pays d'augmenter leurs importations, avec les pressions qui en résultent sur leur balance des paiements. Le seul élément positif dans ce bilan est la progression de la production industrielle; mais là encore on a enregistré une tendance au ralentissement par rapport aux années 1955-1960.

10. Certes, il n'était dans l'esprit de personne, lorsque la présente décennie a été proclamée Décennie des Nations Unies pour le développement, de donner l'impression que les pays pauvres pouvaient combler

leur retard en l'espace de 10 ans. Il s'agissait seulement d'éveiller la conscience de l'humanité au fait qu'il est essentiel, pour la sauvegarde de la paix et de l'ordre dans le monde, que les bienfaits de la prospérité et de la justice sociale ne soient pas limités seulement à un groupe privilégié mais qu'ils profitent également aux peuples moins fortunés de la terre. Des objectifs, qui ne sont pourtant pas très ambitieux, ont donc été fixés, mais les résultats obtenus jusqu'à présent montrent que l'on est encore loin du jour tant attendu où il sera possible de donner aux peuples du monde une vie meilleure.

11. Il ne faut cependant pas perdre espoir; en effet, les cinq années écoulées présentent tout de même des aspects encourageants. On a réuni une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui a permis de mettre en lumière les problèmes des pays sous-développés dans les domaines économique et social. Les débats de la Conférence à Genève ont porté notamment sur des problèmes qui intéressent tout particulièrement les Philippines, savoir: la nécessité de pousser non seulement la production agricole mais aussi l'industrialisation du pays, l'incapacité de constituer et de conserver des réserves suffisantes de devises permettant d'acheter les biens d'équipement nécessaires aux programmes de développement, et enfin le fait que les efforts de développement des pays pauvres resteront vains tant que les pays développés ne seront pas disposés à éliminer les obstacles au commerce et à accorder avec plus de libéralité leur aide financière et technique. La Conférence a permis de préparer le terrain pour de nouvelles négociations et discussions et il n'est que juste qu'elle ait été transformée en organe permanent de l'Assemblée générale. La délégation philippine note avec satisfaction que le dispositif institutionnel nécessaire au fonctionnement de la Conférence a été établi.

12. Pour en revenir aux aspects négatifs de la période considérée, il est de fait que la situation actuelle exige des décisions énergiques et courageuses non seulement de la part des pays développés, mais aussi de la part des pays en voie de développement. Il n'y a aucune honte à reconnaître que, dans le cas des Philippines, par exemple, des erreurs ont été commises au niveau de l'élaboration et même de l'exécution des programmes de développement. Ces erreurs, il faut le rappeler, sont sans aucun doute imputables au fait que, pendant la période de domination coloniale, les pays nouvellement indépendants n'ont pas été autre chose qu'une source de matières premières et un débouché pour les produits manufacturés des puissances coloniales. Il appartient aux pays sous-développés de veiller à ne pas répéter leurs précédentes erreurs, tandis que, de leur côté, les pays développés doivent être prêts à porter de l'échelon national au plan international la lutte qu'ils mènent actuellement contre la pauvreté, l'ignorance et la maladie; la valeur de leur contribution a été fixée par la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale à l'équivalent de 1 p. 100 de leur revenu national.

13. Il va de soi que là aussi la communauté internationale peut et doit jouer un rôle encore plus important en fournissant des subventions et les capitaux à long terme aux pays en voie de développement.

14. Des études faites jusqu'ici, il ressort que le courant net des capitaux à long terme des pays développés à économie de marché vers les pays en voie de développement et les organismes multilatéraux qui prêtent de l'argent et fournissent des subventions au tiers monde n'a pas beaucoup augmenté en 1963 et 1964 et qu'il a été même sensiblement inférieur au chiffre de 1961; en tout cas, il est resté nettement en dessous de l'objectif de 1 p. 100 du revenu national. En revanche, la période 1961-1964 a été marquée par une croissance continue et substantielle dans les pays développés à économie de marché. Les mêmes remarques s'appliquent, à peu de chose près, à l'assistance économique fournie par les pays à économie planifiée, qui s'est ralentie régulièrement à partir de 1961, à la seule exception de l'année 1964, qui a été marquée par une brusque augmentation des engagements souscrits par ces pays. Il ressort d'une étude de la Banque mondiale que les pays en voie de développement, au cours des cinq prochaines années, pourraient utiliser chaque année 3 à 4 milliards de dollars de plus que ce qui leur a été fourni au cours des dernières années. Cette même étude indique également que, pris dans leur ensemble, les pays en voie de développement ont considérablement augmenté leur capacité d'absorber et d'utiliser efficacement les capitaux fournis. Il est préoccupant de constater que le montant net des contributions versées par les pays développés à économie de marché aux organismes multilatéraux chargés de fournir une assistance financière aux pays en voie de développement a fortement baissé. La délégation philippine espère que l'assistance fournie sous cette forme se poursuivra à un rythme égal, sinon plus rapide, que l'assistance financière bilatérale. A cet égard, il convient de noter que l'augmentation rapide du volume des prêts accordés par l'AID répond de façon adéquate aux besoins en capitaux des pays en voie de développement. Le service de la dette constitue un problème de plus en plus grave pour la balance des paiements de ces pays. Pour 34 d'entre eux, les sommes versées à ce titre en 1960 ont été plus du double de celles versées en 1956. Un rapport de la Banque mondiale indique qu'une proportion de plus en plus forte des prêts et des subventions reçus par les pays en voie de développement revient, sous forme de remboursements, aux pays qui fournissent une assistance.

15. La délégation philippine espère que les conditions dans lesquelles s'opère le financement du développement tendront à se libéraliser de plus en plus vite, que ce soit par des voies bilatérales ou multilatérales. Il importe d'étudier tous les moyens possibles d'accroître les ressources de l'AID de façon à lui permettre de participer plus largement et plus efficacement à l'œuvre de développement économique. La proposition Horowitz (E/CONF.46/C.3/2) est un exemple du type d'initiative qui pourrait conduire à un résultat. La délégation philippine espère que l'AID pourra étendre son assistance aux pays qui, en raison de leur niveau relativement élevé de développement, ont été jusqu'à présent écartés du bénéfice des crédits accordés par cette institution. Ce sont en effet ces pays qui devraient être assurés de pouvoir bénéficier des crédits de l'AID puisqu'ils ont atteint ce stade du processus de

développement où un pays a le plus besoin de capitaux et où les charges relatives au service de la dette sont les plus lourdes.

16. Il faudrait que les pays développés et les pays en voie de développement puissent, à tout moment, discuter librement afin de mieux coordonner leurs activités dans le domaine du développement.

17. Enfin, la délégation philippine voudrait exposer ses vues en ce qui concerne le rôle que l'ONU peut jouer dans la promotion des études scientifiques concernant la prévision des catastrophes naturelles, telles que les éruptions volcaniques comme celle qui s'est récemment produite aux Philippines. Le développement économique est étroitement lié aux progrès sociaux et techniques. La délégation philippine note donc avec satisfaction les activités de l'ONU dans le domaine des catastrophes naturelles; en effet, ce sont là des phénomènes qui perturbent la vie économique et sociale d'un pays. Il serait indiqué que la Deuxième Commission examine comment l'ONU pourrait traiter à long terme de ces problèmes. Le Gouvernement philippin est profondément reconnaissant de l'aide que le Programme alimentaire mondial lui a déjà fournie et remercie le Secrétaire général de son offre visant à faire bénéficier les Philippines de l'assistance de l'ONU pour faire face au désastre qui les a frappées. Ce dont les Philippines ont le plus besoin actuellement, c'est d'experts pour améliorer l'organisme philippin chargé des études et des prévisions concernant l'activité des volcans, de bourses d'étude dans ce domaine pour des spécialistes philippins et de matériel moderne destiné à l'organisme en question. Il serait indiqué d'examiner la possibilité de créer, à l'ONU ou à l'UNESCO, un centre de volcanologie qui contribuerait à intensifier les études sur les prévisions, coordonnerait les recherches et les activités des sociétés savantes nationales et internationales qui s'occupent de ces problèmes, appliquerait les méthodes de recherche et de prévision à des pays comme les Philippines et aiderait à préparer des plans d'urgence en cas d'éruption volcanique. Des questions telles que les méthodes d'évacuation, les conséquences sur l'approvisionnement en eau et en énergie électrique, et les dommages causés aux troupeaux et aux récoltes devraient également être étudiés de façon approfondie.

18. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, contrairement à ce qui était le cas lors des années précédentes, l'examen des problèmes de l'économie mondiale a lieu aujourd'hui dans le contexte d'une aggravation de la tension internationale provoquée notamment par les actes d'agression commis par les Etats-Unis au Viet-Nam et dans d'autres régions du monde.

19. En 1964, et au début de 1965, l'économie des pays capitalistes développés est en général restée active. Cette situation s'explique par l'influence de toute une série de facteurs, tels que l'importance des investissements, la stimulation de la conjoncture par les pouvoirs publics et l'élargissement des échanges internationaux. Cependant, l'expansion et la modernisation des entreprises ont lieu dans le cadre d'une sous-exploitation chronique des capacités de production existantes. Par ailleurs, compte tenu du développement historique de l'économie capitaliste

et du caractère anarchique de celle-ci, la stabilité de la conjoncture actuelle paraît douteuse et n'exclut pas la possibilité d'une crise. Les tendances qui se sont fait jour en 1964 et 1965 dans certains pays — difficultés d'écoulement sur les marchés intérieurs et extérieurs, gonflement des stocks, recrudescence de l'inflation et augmentation du coût de la vie — témoignent d'une "surchauffe" économique. Des difficultés sérieuses se sont manifestées dans le domaine des liquidités internationales, qui s'est révélé en 1964 être un des points vulnérables de l'économie capitaliste. Elles ont entraîné dans certains pays une réduction des dépenses publiques, l'augmentation des impôts, le blocage des salaires et, partant, le rétrécissement du marché. Les pronostics des économistes et des représentants des milieux officiels des Etats-Unis et de l'Europe occidentale sont empreints de pessimisme. Cette instabilité et ces incertitudes se répercutent inévitablement sur la situation économique des pays en voie de développement.

20. Les appréciations globales de la situation de ces pays sont insuffisantes. En effet, les éléments positifs que permettent de mettre en évidence les indices généraux de la croissance économique des pays en voie de développement ont trait principalement à un petit nombre de pays relativement plus avancés de ce groupe et camouflent la situation nettement plus précaire de la majorité d'entre eux. A cet égard, la délégation soviétique note avec satisfaction que des pays comme la République arabe unie, l'Inde, le Ghana, l'Afghanistan, l'Algérie, le Mexique, le Mali, la Syrie, l'Irak, le Pakistan, et d'autres encore, ont réussi à trouver des modalités de développement assez efficaces de leur économie nationale.

21. En dépit des tendances contraires qui, malheureusement, se font jour dans certains pays, le renforcement du secteur public demeure l'une des caractéristiques fondamentales de la croissance économique des pays en voie de développement. Ces pays s'efforcent ainsi d'éliminer les activités anti-nationales des monopoles étrangers, de contrôler les investissements étrangers et de combattre le néo-colonialisme qui prend des formes de plus en plus raffinées. La liquidation de la structure coloniale de l'économie a toutefois permis aux pays en voie de développement d'augmenter leur production industrielle de 150 p. 100 au cours des cinq dernières années (1960-1964) et ce à un rythme plus rapide que celui des pays développés. Il est certain que tous les aspects positifs de l'expérience des pays en voie de développement devraient être étudiés systématiquement par les organismes de l'ONU, en particulier par les commissions économiques régionales et le Conseil économique et social. La documentation dont on dispose à l'heure actuelle permet de conclure qu'en dépit de tendances positives qui se manifestent dans l'économie d'une série de ces pays, leur situation demeure dans l'ensemble assez difficile. Certains d'entre eux restent dans une grande mesure prisonniers des liens économiques qui les unissaient autrefois à l'ancienne métropole ou à d'autres pays occidentaux. Le potentiel économique de certaines autres puissances, qui n'avaient pas dans le passé de relations directes de type colonial avec les pays en voie de développement, leur permet également de poursuivre à leur égard une politique néo-colonialiste

qui peut revêtir des formes très diverses, allant de "l'association" aux accords relatifs aux brevets, en passant par la création d'entreprises appartenant en totalité ou en partie à des compagnies étrangères, l'exploitation des ressources naturelles de ces pays et la manipulation des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

22. L'augmentation des prix des matières premières et des produits alimentaires intervenue en 1963 a été pratiquement annulée par celle des prix des produits industriels. Les pays développés ont été les principaux bénéficiaires de cette évolution. Une analyse de la Commission économique pour l'Europe montre que les termes de l'échange se sont détériorés en 1965 pour les pays en voie de développement. Le taux de croissance de leurs exportations a baissé. Ces pays souhaitent l'abolition des droits d'entrée élevés qui frappent les marchandises qu'ils exportent vers les pays industrialisés. Ils s'opposent à l'importation en franchise de produits industriels, qui limite leurs possibilités en matière d'industrialisation, et ils rejettent les tarifs préférentiels spéciaux accordés à certains d'entre eux pour les enchaîner aux pays économiquement avancés.

23. La solution du problème de l'accumulation et de l'utilisation rationnelle et du développement des ressources naturelles des pays en voie de développement exige une solution radicale du problème agraire. La situation actuelle et le taux de croissance de l'agriculture ne sont guère satisfaisants. La production de denrées alimentaires par habitant a même baissé dans certaines régions et les pays en voie de développement sont obligés de dépenser 4 milliards de dollars environ par an pour payer les importations de produits alimentaires, somme qui aurait pu être investie dans l'industrie ou dans d'autres secteurs de l'économie nationale. Or, seule l'industrialisation permettrait d'augmenter la productivité de l'agriculture, ce qui à son tour élargirait le marché pour les produits de l'industrie et mettrait à sa disposition des quantités plus élevées de matières premières. Le taux fort bas de l'accumulation explique la tendance à recourir aux prêts et aux crédits fournis par l'étranger. Dans ces conditions, le problème de l'endettement des pays en voie de développement devient de plus en plus grave. Cet endettement a dépassé l'année dernière la somme de 30 milliards de dollars, contre 10 milliards de dollars en 1955, et le service de la dette représente à l'heure actuelle 12 p. 100 des recettes d'exportations de ces pays et 30 p. 100 environ de l'aide reçue par eux. Les décisions de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement touchant le taux d'intérêts des prêts ne sont appliquées ni par les établissements financiers privés de l'Ouest ni par les organisations internationales, y compris les institutions spécialisées des Nations Unies. Les pays en voie de développement essaient à juste raison de remédier à cette situation en organisant des groupements économiques régionaux.

24. L'Union soviétique et les pays socialistes reconnaissent toute l'importance de l'aide économique et technique désintéressée aux pays en voie de développement. L'URSS a conclu des accords bilatéraux dans ce domaine avec 28 d'entre eux. Dans le cadre de ces

accords, l'Union soviétique aide ces pays à exécuter près de 600 projets (entreprises industrielles et agricoles, établissements d'enseignement, etc.). Elle construit près de 40 entreprises industrielles dans la seule Inde. L'assistance technique et financière fournie par l'URSS et les pays membres du CAEM (Conseil d'entraide économique) permet à l'heure actuelle à 42 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine d'exécuter 1 200 projets économiques et culturels.

25. En 1964, la valeur de l'équipement industriel fourni par l'URSS aux pays en voie de développement a atteint 300 millions de dollars, contre un million de dollars en 1955. Le monopole que détenaient les pays capitalistes dans ce domaine a donc pris fin. Toutefois, les pays développés continuent non seulement à produire mais aussi à absorber la plus grande partie des machines et de l'équipement industriel fabriqués dans le monde capitaliste. La part des pays en voie de développement dans les importations mondiales de ces biens est tombée de 34 p. 100 en 1955 à 26 p. 100 en 1963.

26. Une des questions soulevées à propos de l'assistance économique et technique des Nations Unies aux pays en voie de développement est celle de la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique. La création du Fonds spécial avait été proposée par les Etats-Unis aux douzième et treizième sessions de l'Assemblée générale pour faire échec à celle du SUNFED (Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique), demandée par les pays en voie de développement et qui leur aurait permis de conserver une certaine indépendance par rapport à la Banque internationale et aux autres centres financiers contrôlés de New York. Non seulement, l'absorption du Programme élargi par le Fonds spécial, proposée par les Etats-Unis, avait été à l'origine rejetée par les pays en voie de développement appuyés par les pays socialistes, mais les résolutions 1219 (XII), 1240 (XIII) et 1936 (XVIII) de l'Assemblée générale ont prévu la possibilité d'une révision de l'activité du Fonds spécial et l'application de mesures propres à le transformer en un fonds d'équipement. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement s'est prononcée dans le même sens.

27. Cependant, au lieu de mettre en œuvre ces recommandations de l'Assemblée générale et de la Conférence, on propose aujourd'hui quelque chose de bien différent, à savoir la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi. Bien entendu, avec la disparition du Fonds spécial s'évanouit aussi la question de sa transformation en un fonds d'équipement. Certains pays se sont empressés de donner leur accord à ce projet de fusion en oubliant les intentions de ses auteurs. La seule fusion acceptable est celle qui conduirait à la création du SUNFED sur la base du Fonds spécial et du Programme élargi. A cet égard, il y a lieu de tenir compte du fait qu'à l'origine le SUNFED devait disposer d'une somme de 200 à 250 millions de dollars. Or, entre 1960 et 1965, les contributions volontaires aux deux programmes (Fonds spécial et Programme élargi) au titre de l'assistance technique se sont élevées à 700 millions de dollars environ. On s'attend qu'elles atteindront environ

800 à 850 millions de dollars au cours des cinq prochaines années. Le SUNFED pourrait donc entreprendre des opérations beaucoup plus importantes que celles prévues initialement. Qui plus est, le SUNFED pourrait en outre bénéficier de contributions et de dépôts effectués directement par ses membres. Les sommes dont il disposerait seraient utilisées pour stimuler la croissance économique et industrielle des pays en voie de développement à l'aide de dons, de subventions, de services d'experts gratuits ainsi que de prêts et de crédits à long terme ne portant pas intérêt. Il va de soi que le SUNFED devrait être dirigé non pas par un seul directeur, mais par un directeur qui comprendrait les dirigeants de l'actuel Programme élargi et du Fonds spécial ainsi que deux directeurs représentant les pays en voie de développement et un directeur représentant les pays socialistes. Son conseil d'administration devrait être établi sur la même base et avoir la même composition que, par exemple, son homologue de la Conférence sur le commerce et le développement. La délégation soviétique est certaine que l'Assemblée générale étudiera cette question sans hâte inutile et tiendra compte de toutes les conséquences de la réorganisation envisagée.

28. L'Union soviétique achève en 1965 le plan septennal de développement de l'économie nationale et abordera bientôt l'exécution du nouveau plan quinquennal (1966-1970). Le plan septennal aura permis de porter la production de l'acier de 55 millions de tonnes en 1958 à 91 millions de tonnes en 1966, celle du pétrole de 113 à 242 millions de tonnes, celle de l'énergie électrique de 235 à 509 milliards de kWh. La production des industries mécaniques a été multipliée par 2,4 et celle des industries chimiques par 2,5. L'Union soviétique a construit pendant les six premières années du septennat 5 500 grandes entreprises industrielles. Des réalisations importantes ont été accomplies dans le domaine de l'habitat urbain et rural. La production industrielle pour le premier semestre de 1965 a augmenté de 9,3 p. 100 par rapport au deuxième semestre de 1964. L'Union soviétique, soucieuse de conserver un rythme élevé du développement économique, recherche les formes d'organisation les plus efficaces de l'économie nationale. Elle s'efforce à l'heure actuelle de perfectionner les méthodes de gestion et de planification, de renforcer les stimulants matériels dans la sphère de la production industrielle. Cette réorganisation est rendue nécessaire non par de prétendus échecs mais par les succès mêmes remportés dans ce domaine, par la croissance gigantesque et les possibilités nouvelles de l'industrie soviétique.

29. L'un des grands avantages du système économique et social de l'URSS est de permettre d'introduire rapidement de nouvelles formes d'organisation de l'économie nationale pour remplacer celles qui ne répondent plus aux exigences de la vie. La création de 28 ministères industriels permettra d'assurer la direction sectorielle de l'économie et le développement des diverses branches de l'activité industrielle sur la base des dernières innovations de la science et de la technique et de satisfaire d'une manière plus adéquate les besoins de l'économie nationale. La réorganisation des formes de gestion de l'industrie permettra d'harmoniser la planification centrale avec

l'autonomie accrue des entreprises et d'éliminer les insuffisances actuelles de la planification. Elle permettra d'accélérer la construction et la mise en exploitation d'entreprises inachevées, d'utiliser pleinement le nouvel équipement de celles-ci et d'éliminer les cas d'immobilisation improductive de ressources matérielles et financières.

30. Le nouveau plan quinquennal se propose d'éliminer les obstacles au développement des forces productives dans l'agriculture et de liquider un certain retard de ce secteur. Il prévoit des investissements de l'ordre de 71 milliards de roubles dans l'agriculture. Ce plan est déjà en voie de réalisation. Au cours du premier semestre de 1965 seulement, l'agriculture a reçu, entre autres, 118 000 tracteurs et 68 000 moissonneuses-batteuses et machines diverses. Des travaux très importants sont et seront exécutés dans le domaine de l'irrigation et de la mise en valeur des terres.

31. L'Union soviétique se prononce en faveur du développement des échanges commerciaux avec tous les pays, indépendamment de leur régime économique et social. Elle entretient des relations commerciales avec plus de 90 pays. Le volume de ses échanges a atteint en 1964 plus de 15 milliards de dollars. L'Union soviétique a conclu des accords commerciaux importants avec des pays socialistes, de nombreux pays en voie de développement et une série de pays occidentaux avancés. Les relations commerciales avec la France, le Japon, l'Italie, la Finlande et les pays en voie de développement tels que la République arabe unie, l'Inde, l'Afghanistan, l'Irak, l'Iran, le Pakistan, l'Indonésie, la Birmanie et le Brésil, se développent favorablement. L'Union soviétique appuie activement la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et son Conseil.

32. La délégation soviétique fait siennes les remarques du représentant de la France concernant l'importance du développement des échanges entre les pays socialistes et les pays à économie de marché, qui, sans aucun doute, profiterait également aux pays en voie de développement. Elle note à cet égard que les possibilités de coopération économique et scientifique entre l'URSS et la France sont loin d'être épuisées.

33. M. POLLA (Uruguay) tient tout d'abord à exprimer les vifs regrets de sa délégation que l'Assemblée ait remis à sa vingt et unième session l'examen de deux points très importants de son ordre du jour provisoire concernant, respectivement, le développement régional (point 40) et les rapports entre l'inflation et le développement économique (point 47).

34. Chacun reconnaît que, malgré les efforts accomplis depuis 20 ans, la situation économique et sociale demeure très instable dans beaucoup de régions. Le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a fort bien décrit cette situation, dans son exposé liminaire (955ème séance), lorsqu'il a dit qu'une part importante des progrès économiques accomplis dans certains pays sous-développés était en fait absorbée par l'accroissement de la population, que la consommation par habitant augmentait plus rapidement que la production, les pays sous-développés se trouvant par conséquent dépendre

encore plus qu'avant la guerre de sources extérieures d'approvisionnement, que la production agricole demeurerait sujette aux vicissitudes du climat et que les prix des produits qui constituent la plus grande source de revenus des pays en voie de développement ne cessaient de décliner depuis le début de 1964. C'est là un tableau très exact de la situation de l'Uruguay, qui, depuis 1959, a souffert successivement de pluies persistantes, qui ont suscité des inondations sans précédent, puis d'une sécheresse prolongée qui a eu des conséquences désastreuses pour l'élevage.

35. Les solutions au problème du développement peuvent se grouper sous trois rubriques: le développement scientifique et technologique, l'amélioration des termes de l'échange et l'aide financière internationale. Dans le premier groupe, il convient d'inscrire à l'actif de l'Organisation des Nations Unies la création d'un ensemble complexe d'organismes divers qui ont grandement contribué au progrès de la science et de la technique dans le monde sous-développé. La délégation uruguayenne croit cependant que le moment est venu de procéder à une révision du système pour éviter les doubles emplois et assouplir les procédures; c'est dans cet esprit qu'elle appuie sans réserve la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi d'assistance technique. Elle croit également que les organismes de formation devraient concentrer leurs efforts sur l'enseignement pratique, sur le terrain, plutôt que sur l'enseignement théorique. C'est en effet l'enseignement pratique qui peut le mieux convaincre les intéressés des avantages des méthodes techniques modernes, comme l'Uruguay en a fait l'expérience grâce à deux prêts successifs de la Banque qui lui ont permis d'introduire avec succès des méthodes modernes auprès de cultivateurs et d'éleveurs pourtant très attachés aux pratiques traditionnelles.

36. Les solutions du deuxième groupe, à savoir l'amélioration des termes de l'échange, permettraient sans nul doute de placer les pays en voie de développement sur la voie d'un progrès réel, car des prix rémunérateurs et un marché stable leur permettraient de développer leurs richesses naturelles tout en accroissant leur pouvoir d'achat. A l'heure actuelle, ces pays se trouvent sans défense et sans recours devant les politiques tarifaires et fiscales auxquelles elles se heurtent sur le marché international. Les pays industrialisés s'attribuent près de 70 p. 100 du commerce mondial et vendent en même temps près de 100 p. 100 des transports maritimes et des assurances aux autres pays. L'Uruguay offre un bon exemple de cette catégorie défavorisée: la laine, qui constitue 70 p. 100 de ses exportations, se heurte à une concurrence sans cesse accrue des fibres synthétiques et la diminution de ses exportations réduit du même coup ses recettes en devises étrangères, ses importations, le volume de l'emploi dans l'industrie textile et, bien entendu, ses recettes douanières et fiscales; le progrès social étant irréversible, le budget uruguayen est en déficit, le manque de devises entraîne la dévalorisation de la monnaie, l'inflation et la hausse du coût de la vie. Cette situation, qui est également celle de bien d'autres pays, devrait constituer un motif suffisant pour que l'on s'attaque avec détermination et avec courage à la solution du problème du déséquilibre des échanges commerciaux.

37. Le troisième ordre de recours qui s'offre aux pays en voie de développement est l'assistance financière internationale. Bien que le volume du financement accordé par les organismes internationaux, reliés ou non à l'ONU, ait augmenté, cette assistance ne suffit pas à résoudre les problèmes. Il y aurait lieu d'assouplir les conditions auxquelles sont assujettis ces prêts: l'obligation pour le bénéficiaire de prendre à sa charge les dépenses locales afférentes à l'exécution d'un projet est parfois une condition impossible à satisfaire; de même, lorsqu'un pays débiteur se trouve dans un cas de force majeure, comme celui où deux centrales hydro-électriques uruguayennes se sont trouvées successivement paralysées par des inondations et par la sécheresse, il devrait pouvoir bénéficier rapidement de facilités de refinancement ou d'une prolongation des délais de remboursement.

38. Tous ces faits mènent à la conclusion inévitable qu'il faut entreprendre une action positive. La solution, qui semble si compliquée, est en réalité très simple, elle est inscrite au point 44 de l'ordre du jour de l'Assemblée sous le titre "Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement". Les progrès tant désirés, en vue desquels tant d'efforts sont chaque jour déployés et tant d'organismes internationaux ont été créés, ne pourront être véritablement accomplis que quand existera la volonté politique de les réaliser. Bien que la voie soit tracée et les institutions techniques et scientifiques créées, on n'avance pas et, dans beaucoup de domaines, on recule. Tout en cherchant les remèdes, on maintient les structures qui provoquent la maladie. Pendant que des millions d'êtres humains sont affamés, on investit des sommes inimaginables dans la production et l'entretien des armements. La course aux armements, qui risque de s'accélérer du fait que certaines puissances voudront se procurer des armes nucléaires, entraîne des sacrifices économiques considérables aussi bien pour les peuples des grandes puissances que pour les autres. Les pays qui en sont les victimes sans y participer ont le devoir de s'unir pour lutter sans relâche en faveur du désarmement mondial. Les nations doivent répondre à l'appel récemment lancé par le pape Paul VI à l'Assemblée générale, car le bien-être économique et social des petits pays est la condition essentielle de la stabilité du monde. Le sort des puissances est indissolublement lié au sort des petits. Tôt ou tard on s'apercevra que, sans justice économique, la paix universelle est un mythe et il faut faire en sorte que l'on ne s'en aperçoive pas trop tard.

39. M. CUHRUK (Turquie) dit que les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement ne semblent guère encourageants, comme le fait apparaître le rapport du Secrétaire général intitulé "A mi-chemin dans la Décennie des Nations Unies pour le développement"^{1/}. Le taux annuel de croissance dans les pays en voie de développement, après avoir atteint 4,5 p. 100 de 1955 à 1960, est retombé à

4 p. 100 de 1960 à 1963. Ce chiffre est sensiblement inférieur à l'objectif de 5 p. 100 fixé pour la Décennie. Encore faut-il tenir compte, dans les pays en voie de développement, de l'expansion démographique qui a absorbé une bonne partie de l'augmentation du revenu national. Ainsi, si le revenu annuel moyen par habitant dans les pays développés a progressé de 100 dollars de 1960 à 1962, il n'a guère augmenté que de 5 dollars dans les pays en voie de développement dans la même période.

40. Il ne fait aucun doute que le développement économique dépend principalement de l'effort national, mais, bien que les pays en voie de développement poussent au maximum l'exploitation de leurs ressources naturelles et humaines, ils sont encore aux prises avec un grand nombre de problèmes aigus dont la solution appelle d'urgence une action internationale.

41. On doit reconnaître que l'expérience acquise jusqu'ici par les pays en voie de développement dans le domaine de la planification est des plus encourageantes. Mais il faut également reconnaître que ces pays ont besoin qu'on les aide à adapter à leur propre structure économique, sociale et politique, les techniques très complexes de la planification et de la programmation. Aussi faut-il se féliciter de l'intention annoncée par le Secrétaire général de créer un groupe d'experts éminents qui mettront leurs connaissances au service de l'ONU. Certes, les modalités de la planification peuvent être différentes d'un pays à l'autre mais on s'accorde à reconnaître la primauté de certains objectifs dont il peut être tenu compte dans l'élaboration des plans de développement. Il s'agit notamment des besoins en matière de formation scientifique et technique, du taux de croissance, de l'emploi, de l'équilibre des paiements extérieurs et de la justice sociale. Parmi les mesures à prendre pour réaliser ces objectifs, on devrait accorder une priorité de premier plan au contrôle de l'accroissement démographique. On pourrait par exemple informer l'opinion des progrès accomplis en matière de régulation des naissances.

42. Tout en ne méconnaissant pas l'importance du secteur agricole, les pays en voie de développement devraient s'efforcer simultanément d'accélérer le rythme de leur développement industriel. Nul ne conteste de nos jours que l'industrialisation fasse partie intégrante du processus de développement économique. En augmentant le pouvoir d'achat des pays en voie de développement, elle sert d'ailleurs également les intérêts du monde développé. Bien que le problème de l'industrialisation soit envisagé différemment d'un pays à l'autre, il faudra donner la priorité la plus élevée aux industries orientées vers l'exportation et mettre davantage l'accent sur les industries de remplacement des importations qui permettent d'élever la production des biens de consommation de première nécessité. Les pays en voie de développement pourront ainsi réaliser de fortes économies de devises et importer davantage de biens d'équipement. En outre, il faut assurer l'équilibre entre les secteurs industriels et agricoles d'une part et entre les diverses branches industrielles de l'autre, en tenant compte des ressources et des caractéristiques économiques et sociales de chaque pays. Le Gouvernement turc tient à féliciter le Centre de développement industriel et

^{1/} Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour, document E/4071.

diverses institutions spécialisées de la contribution qu'ils ont apportée dans ce domaine. Il est également favorable en principe à la création d'une institution spécialisée du développement industriel et, en attendant, il appuie pleinement les mesures récemment adoptées par le Conseil et énoncées dans sa résolution 1081 E (XXXIX), notamment l'augmentation substantielle des ressources du Centre ainsi que du pourcentage des fonds d'assistance technique provenant du Programme élargi et du Fonds spécial qui est consacré à des projets relatifs à l'industrie manufacturière.

43. Sur le plan de l'aide financière, on constate que si les prêts bilatéraux ont augmenté au cours de l'année 1962-1963, le mouvement des capitaux provenant des institutions financières internationales a diminué de volume pendant la même période. Le pourcentage global des prêts et dons aux pays en voie de développement par rapport au revenu national de tous les pays développés a cessé de s'accroître sans même atteindre l'objectif de 1 p. 100 fixé par l'Assemblée générale. En revanche, la charge du service de la dette des pays en voie de développement, qui représentait 4 p. 100 de leurs exportations totales au milieu des années 50, est passée à près de 12 p. 100 au cours des dernières années. Aussi, les conditions auxquelles les prêts sont octroyés sont-elles devenues aussi importantes que le montant de ceux-ci. La Commission des invisibles et du financement lié au commerce relevant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait procéder à une étude approfondie de tous les aspects du problème du remboursement des prêts et de ses répercussions défavorables sur le développement des pays en voie de développement, afin d'élaborer des mesures concrètes propres à encourager une action internationale dans ce domaine. La délégation turque se félicite également de l'initiative, prise par le Secrétaire général et approuvée par le Conseil économique et social dans sa résolution 1088 B (XXXIX), de réunir un groupe d'experts chargé d'examiner le problème des concepts et des méthodes à utiliser pour mesurer le courant de capitaux et d'assistance vers les pays en voie de développement. Ses travaux permettront d'obtenir des renseignements précis sur le volume de l'assistance effectivement fournie aux pays en voie de développement par les pays développés.

44. En ce qui concerne les problèmes du commerce, la délégation turque observe avec inquiétude que la part des pays en voie de développement dans le total des exportations mondiales a constamment diminué, passant de près d'un tiers en 1950 à un cinquième en 1962. Les termes de l'échange restent défavorables à ces pays. Les prix de la plupart des produits exportés continuent de baisser, alors que les prix des produits manufacturés n'ont cessé d'augmenter depuis la seconde guerre mondiale. L'un des problèmes les plus urgents qui se posent au cours de la Décennie est donc d'augmenter les recettes d'exportation des pays en voie de développement pour leur permettre de financer leurs projets de développement. Il faut, pour cela, stabiliser les cours des produits de base à des niveaux rémunérateurs et justes et supprimer, autant que possible, les obstacles tarifaires et autres. Dans cette perspective, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement apparaît comme

l'un des événements spectaculaires de la Décennie, à condition de ne pas devenir une simple tribune oratoire. Tous les pays doivent s'efforcer, de bonne foi, de mettre en œuvre les recommandations de la Conférence dans un esprit de compréhension et de coopération. La procédure de conciliation adoptée par les Nations Unies constitue, à cet égard, un début encourageant. La Conférence a déjà marqué certains progrès depuis sa création. La Conférence des Nations Unies sur le commerce de transit des pays sans littoral, qui s'est tenue sous ses auspices, a préparé une convention; la Commission des produits de base a tenu sa première session et, conformément à sa décision, la Conférence des Nations Unies sur le sucre a eu lieu et a abouti à la rédaction d'un nouveau projet d'accord international. En ce qui concerne le cacao, des mesures à court terme ont été soumises à l'attention du Groupe de travail sur les prix et les contingents de la Conférence des Nations Unies sur le cacao. On peut également rappeler la création d'un groupe permanent de 12 membres sur les produits synthétiques et les produits de remplacement.

45. En ce qui concerne l'application de la science et de la technique au développement, la délégation turque espère qu'il sera possible de réduire le nombre des sujets prioritaires indiqués par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement afin de mettre davantage l'accent sur des problèmes vitaux dont la solution exige davantage d'efforts et de ressources. On devrait notamment viser à relever le niveau de l'enseignement dans tout le monde sous-développé afin de surmonter les graves difficultés dues à la pénurie de personnel qualifié et au manque d'institutions appropriées dans ces régions.

46. En matière d'assistance technique, la délégation turque espère que l'objectif de 200 millions de dollars proposé par le Secrétaire général pour le Programme élargi et le Fonds spécial sera atteint à la prochaine Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions. Elle est convaincue que la fusion des deux programmes en un Programme des Nations Unies pour le développement rendra leurs activités plus rationnelles et renforcera leur efficacité. La composition du Conseil d'administration du nouvel organe devrait être telle qu'il puisse fonctionner efficacement. Les deux modes d'élection proposés ne sont pas inconciliables et l'on peut espérer parvenir à un compromis satisfaisant.

47. Le Gouvernement turc est favorable à la continuation du Programme alimentaire mondial aussi longtemps que l'aide alimentaire sera considérée comme possible et souhaitable. L'objectif de 275 millions de dollars en contributions volontaires devrait permettre au Programme d'élargir ses précieux efforts. Les activités futures du Programme devraient faire une place appropriée aux projets de caractère polyvalent.

48. Depuis la création de l'Organisation, divers organes ont été établis pour aider le Conseil économique et social à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Ce dispositif complexe a donné lieu, dans certains domaines, à des doubles emplois et à des chevauchements, tandis que d'autres se trouvaient parfois négligés. Certes, la création de ces organes est parfaitement conforme à l'esprit

de spécialisation qui caractérise le XXème siècle, mais il est évident qu'elle exige un renforcement de la coordination. En conséquence, le Conseil économique et social, tout en continuant à formuler des directives de politique générale à l'intention de ses organes subsidiaires et des institutions spécialisées, devrait concentrer ses efforts sur la tâche de coordination en laissant aux organes intéressés le soin de résoudre les problèmes particuliers. Il ne fait aucun doute que le récent élargissement de la composition du Conseil lui permettra de s'acquitter efficacement de cette tâche.

49. La réalisation complète des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement exige des efforts plus grands et des décisions plus hardies de la part des pays développés comme des pays en voie de développement. C'est pourquoi la délégation turque souscrit entièrement aux dispositions relatives à la deuxième moitié de la Décennie qui figurent au paragraphe 2 de la résolution 1089 (XXXIX) du Conseil.

50. M. O HEIDEAIN (Irlande) dit que sa délégation partage, dans l'ensemble, les vues exprimées par le représentant de l'Australie (957ème séance). Il limitera donc son intervention à l'examen des problèmes interdépendants de l'alimentation et de la population mondiales. A son avis, certains, obsédés par la prétendue explosion démographique, se font des idées fausses sur le potentiel alimentaire du monde. Les doctrinaires qui préconisent le contrôle des naissances à l'échelle mondiale, sans discernement et par tous les moyens possibles, fondent leurs théories sur l'hypothèse, non vérifiée, que les ressources alimentaires mondiales ne suffiront pas à nourrir la population du globe en l'an 2000. Or, il ressort d'une étude spécialisée présentée au deuxième Congrès mondial de la population par le professeur K. M. Maline que la surface cultivée de la terre pourrait être portée à 2 milliards 670 millions d'hectares sans nouveaux investissements et à 5 milliards 490 millions d'hectares moyennant quelques investissements, ce qui permettrait de nourrir 7 milliards d'habitants, estimation maximale de la population mondiale en l'an 2000. Si le rendement agricole obtenu dans les pays avancés était étendu à tous les pays, la superficie cultivée actuelle pourrait nourrir 10 milliards d'individus et, moyennant des investissements considérables, elle pourrait être portée à 9 milliards 330 millions d'hectares, ce qui permettrait de nourrir 130 milliards d'individus. Ces chiffres ne tiennent d'ailleurs pas compte de l'utilisation de

l'énergie solaire, de la culture hydroponique (culture sans terre), ni, comme l'a souligné le représentant des Etats-Unis à propos des expériences effectuées par la marine américaine dans les laboratoires océanographiques au large de la Californie, des ressources pratiquement inépuisables de l'océan.

51. Sur le plan national, comme en témoigne le deuxième programme irlandais d'expansion économique, les pays développés, tout autant que les pays en voie de développement, peuvent prendre diverses mesures pour améliorer le rendement de leur agriculture et, partant, leur production alimentaire. La FAO, de son côté, a entrepris des programmes spécialisés, tels que la Campagne mondiale contre la faim, qui visent à accroître la productivité agricole dans les pays en voie de développement. Il appartient à la communauté des nations, en particulier par l'intermédiaire de la FAO, d'aider les pays en voie de développement à améliorer leur situation alimentaire, utilisant les méthodes que des pays comme l'Irlande appliquent avec succès.

52. Par ailleurs, d'importantes considérations morales limitent sévèrement l'action que les gouvernements et les organisations internationales peuvent raisonnablement prendre dans le domaine très personnel que les doctrinaires de la planification de la famille cherchent à envahir. Lors de sa visite, Sa Sainteté le pape Paul VI a rappelé à l'Assemblée générale que la tâche de l'ONU est de "faire en sorte que le pain soit suffisamment abondant à la table de l'humanité, et non pas de favoriser un contrôle artificiel des naissances, qui serait irrationnel" (1347ème séance plénière). Des participants au deuxième Congrès mondial de la population ont souligné qu'il reste à prouver que l'organisation par l'Etat du contrôle des naissances réduirait effectivement la population. Il serait encore bien plus irrationnel que l'Organisation des Nations Unies ou tout autre organisme international, se fondant sur une hypothèse non vérifiée et invérifiable, finance des programmes de contrôle des naissances et utilise ainsi des ressources peu abondantes au détriment des objectifs du développement économique, social et culturel des pays en voie de développement. La délégation irlandaise demande donc instamment que la Commission, tout en poursuivant un programme économique bien équilibré, mette particulièrement l'accent sur les besoins agricoles et alimentaires des pays en voie de développement.

La séance est levée à 18 h 25.

